

Le Maroc dans l'économie internationale : une puissance régionale à la recherche d'un rayonnement global

Morocco in the International Economy: A Regional Power in Pursuit of Global Influence.

Auteur 1 : EL-KHANCHOUFI MOSTAFA.

Auteur 2 : DERKAOUI ABDELAH.

EL-KHANCHOUFI MOSTAFA, Docteur en sciences économiques et gestion ENCG KENITRA

DERKAOUI ABDELAH, Docteur en sciences économiques et gestion FEG KENITRA

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : EL-KHANCHOUFI .M & DERKAOUI .A (2025). « Le Maroc dans l'économie internationale : une puissance régionale à la recherche d'un rayonnement global », African Scientific Journal « Volume 03, Num 33 » pp: 0646 – 0674.



DOI : 10.5281/zenodo.17880648
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé

Situé au carrefour de l’Afrique, de l’Europe et du Moyen-Orient, le Maroc joue un rôle central dans les dynamiques géopolitiques et géoéconomiques régionales. Grâce à sa stabilité politique, à sa diplomatie active et à une stratégie d’ouverture fondée sur la diversification de ses partenariats, le Royaume s’impose progressivement comme une puissance régionale cherchant à étendre son influence à l’échelle mondiale. Cet article analyse les fondements de cette montée en puissance, les transformations de la doctrine diplomatique marocaine, les leviers économiques mobilisés ainsi que les défis susceptibles de freiner l’atteinte d’un statut d’acteur global. L’étude repose sur une analyse documentaire approfondie, mobilisant des sources institutionnelles, académiques et statistiques. Les résultats mettent en évidence un pays doté d’atouts stratégiques importants, mais confronté à des contraintes structurelles et géopolitiques qui conditionnent son rayonnement international.

Mots clés : Maroc, Puissance Régionale, Géoéconomie, Géopolitique, Diplomatie, Sahara Marocain, Afrique, Partenariats Internationaux.

Abstract

Located at the crossroads of Africa, Europe, and the Middle East, Morocco plays a central role in regional geopolitical and geoeconomic dynamics. Thanks to its political stability, active diplomacy, and an openness strategy based on the diversification of partnerships, the Kingdom is gradually establishing itself as a regional power seeking to extend its influence on a global scale. This article analyzes the foundations of this rise, the transformations of Moroccan diplomatic doctrine, the economic levers mobilized, and the challenges likely to hinder the attainment of global actor status. The study is based on an in-depth documentary analysis drawing on institutional, academic, and statistical sources. The results highlight a country endowed with significant strategic assets but facing structural and geopolitical constraints that shape its international influence.

Keywords: Morocco, Regional Power, Geoeconomics, Geopolitics, Diplomacy, Moroccan Sahara, Africa, International Partnerships.

Introduction

Cette étude se concentre sur le positionnement du Maroc dans le cadre de l'économie mondiale, en explorant les bases géopolitiques, géoéconomiques et diplomatiques qui justifient son ascension en tant que puissance régionale. Le positionnement sur la scène internationale des puissances qualifiées « d'intermédiaires » (Guilhaudis, 2015a) est devenu un sujet central des discussions géopolitiques actuelles. Dans un monde marqué par d'importants bouleversements, la capacité d'un État à renforcer son emprise repose sur une synergie de ressources internes, de tactiques diplomatiques et d'une intégration efficace aux dynamiques économiques à l'échelle régionale et mondiale (Delbecque & Fayol, 2018).

Le Maroc illustre un exemple d'étude pertinent à ce sujet. Bien que de taille plutôt modeste, il s'est imposé comme une force régionale durant les vingt dernières années, consolidant progressivement sa présence à l'échelle internationale. Ses directives stratégiques – mise à jour économique, diplomatie active, accords multiples, leadership africain, intégration dans les réseaux de valeur globaux – révèlent un désir de repositionnement complète (Abourabi, 2020a). Partant du contenu théorique et empirique du document initial, cette recherche propose une analyse structurée de la montée en puissance du Maroc. **La problématique centrale se formule ainsi : Dans quelle mesure le Maroc s'impose-t-il comme une puissance régionale capable d'accéder à un rayonnement mondial, malgré les défis géopolitiques, économiques et structurels auxquels il fait face ?**

Cette étude a pour objectif d'examiner les bases géopolitiques, géoéconomiques et diplomatiques qui sous-tendent l'ascension du Maroc en tant que puissance régionale, de même que les obstacles potentiels à son aspiration à une portée mondiale.

Dans un contexte de profondes transformations géopolitiques, la place du Maroc dans l'économie mondiale attire un intérêt grandissant. Le Royaume, qui se trouve à la croisée stratégique de l'Afrique, de l'Europe et du Moyen-Orient, aspire à renforcer sa position en tant que force régionale tout en nourrissant des aspirations d'influence mondiale (Bezzour, 2021a). Pour examiner l'essor du Maroc dans l'économie mondiale, cette recherche privilégie une démarche qualitative basée sur l'analyse de documents, en adéquation avec sa perspective épistémologique (Charmillot & Dayer, 2007).

Cette étude vise à appréhender les forces géopolitiques, géoéconomiques et diplomatiques qui déterminent l'orientation du Royaume. Elle se situe dans une perspective constructiviste, estimant que les vérités internationales sont partiellement élaborées par les perceptions, les discours et les tactiques des États. L'approche utilisée est déductive (Dehbi & Angade, 2019), car l'analyse s'appuie sur des cadres conceptuels préexistants -comme les théories réalistes de la puissance, le soft power de Nye ou encore les perspectives du régionalisme - afin d'évaluer empiriquement leur

pertinence dans le contexte marocain à partir de données institutionnelles, statistiques et académiques. Ce choix méthodologique permet d'articuler observations empiriques et concepts théoriques afin de produire une lecture cohérente, nuancée et contextualisée de la place du Maroc dans les recompositions géopolitiques contemporaines (El Aoufi, 2012).

La première phase nécessite un examen minutieux de la documentation à disposition, comprenant des rapports gouvernementaux, des notes stratégiques, des publications universitaires et des documents liés aux politiques publiques. L'analyse s'appuie aussi sur des données économiques provenant d'organismes nationaux tels que l'Office des Changes, le Haut-Commissariat au Plan, et l'AMDIE, ce qui renforce la fiabilité et la mise à jour de ses indicateurs. Cette analyse comprend une étude des traités bilatéraux et multilatéraux, de même que des directives stratégiques de la diplomatie marocaine en Afrique, en Méditerranée et vis-à-vis des partenaires internationaux. Cette analyse aide à saisir les dynamiques d'alliance, les priorités géopolitiques et les processus de collaboration qui appuient l'expansion extérieure du pays. Cet article se compose de trois parties : la première concerne le contexte théorique relatif aux idées de puissance régionale, d'influence et de géoéconomie ; la seconde étudie les atouts stratégiques, les ressources économiques et les initiatives diplomatiques du Maroc ; la troisième constitue une discussion sur des défis significatifs qui pourraient affecter son ambition de se positionner comme un acteur à l'échelle mondiale. Cette structure a pour objectif de proposer une étude cohérente, détaillée et nuancée du rôle du Maroc dans les dynamiques actuelles au niveau régional et mondial.

1. Cadre théorique et conceptuel

1.1. Puissance régionale et soft power

Le concept de puissance régionale fait référence à la capacité d'un État à exercer une influence sur son milieu régional dans les domaines politique, économique, sécuritaire et culturel. On évalue ce statut selon divers critères : potentiel économique, sécurité, diplomatie, attrait, leadership culturel et capacité d'intégration (DJEJBI, 2010a). Selon Joseph Nye, le soft power se réfère à la capacité d'influer par la persuasion, la culture et l'image à l'échelle internationale plutôt que par la contrainte. Le Maroc utilise largement ce moyen grâce à sa diplomatie religieuse, culturelle, éducative et économique (Gomichon, 2013).

La notion d'influence en matière de relations internationales est souvent confondue avec celle de puissance, bien qu'elles diffèrent en termes de méthodes, d'outils et de dynamiques, ainsi que dans leur signification au sein du discours politique et de la recherche académique (Nivet, 2013). Alors que la puissance implique l'utilisation directe de leviers d'intervention traditionnels, l'influence se caractérise par une flexibilité accrue, représentant la capacité d'un acteur à promouvoir ses perspectives ou à générer des changements au moyen d'approches non coercitives et parfois indirectes, telles que le rayonnement culturel, l'expression artistique et l'image médiatique.

L'influence peut être perçue comme la mise en œuvre d'une approche plus raffinée et subtile de l'intelligence économique, reposant sur une compréhension approfondie du contexte, incluant les risques, les menaces et les opportunités (Revel, 2011). Souvent négligé, le processus d'engagement et de séduction envers les partenaires joue un rôle crucial dans la construction de l'influence (Tenzer, 2003).

L'influence englobe une variété de méthodes, qu'elles soient étatiques ou non étatiques, motivées par des intérêts économiques, politiques ou idéologiques. Ces méthodes couvrent un éventail allant du lobbying à la manipulation de l'information, de la production d'idées à la gestion des relations, de la persuasion auprès des instances officielles à l'orientation du débat public, ainsi que de l'influence sur l'opinion à la perturbation informationnelle (Huyghe, 2008). En sus des actions individuelles, ce concept s'applique aux équilibres géopolitiques.

On peut observer qu'un pays se trouve dans la sphère d'influence d'un autre pays, ou qu'un État exerce une influence disproportionnée par rapport à sa puissance intrinsèque. Dans ces interactions, les actions des "influencés" tendent à aller dans le sens favorable à ceux qui exercent l'influence (Huyghe, 2008). Cette interconnexion complexe et stratégique peut produire des résultats positifs et favorables en favorisant la coopération, la diffusion d'idées constructives et la résolution pacifique des différends, au-delà de l'utilisation brutale de la puissance.

La politique étrangère du Maroc évolue vers une trajectoire dynamique, tirant profit de son riche passé historique et se basant sur une diplomatie polyvalente. L'objectif est d'accroître et de consolider l'influence du Maroc en lui conférant une plus grande crédibilité (Benjelloun, 2020). Cette ambition s'articule autour du renforcement des relations traditionnelles, de la création de nouveaux réseaux, de l'établissement de partenariats stratégiques et de l'adhésion à des valeurs universelles (Dafir, 2015a). L'intégration dans l'économie mondiale est gérée avec une ouverture progressive et soigneusement planifiée. Dans cette optique, le Maroc rénove et réorganise sa politique étrangère, mettant l'accent sur le concept d'influence pour se positionner au moins en tant que joueur influent au niveau régional.

La diplomatie d'influence mise en œuvre par le Maroc vise principalement à stimuler l'essor industriel et commercial du pays. Elle cherche à exploiter les avantages du secteur primaire et la main-d'œuvre abordable pour développer une industrie manufacturière capable d'absorber la vague de jeunes talents qui entreront sur le marché du travail dans les années à venir.

Dans ce contexte, la diplomatie économique du Maroc doit être examinée à la lumière du concept de compétitivité mondiale, tel que présenté à plusieurs reprises par le Roi Mohammed VI dans ses discours (chougrani & hassani, 2022). En ce qui concerne la structuration de l'influence, une lacune notable dans les efforts d'influence déployés par le pays réside dans l'utilisation largement insuffisante de la présence des Marocains résidant à l'étranger. En outre, les responsables

marocains ne parviennent pas à tirer profit des expériences des fonctionnaires détachés ni des compétences des Marocains occupant des postes au sein d'organisations internationales. En parallèle, les universitaires et chercheurs marocains ont la possibilité de collaborer sur des études avec leurs homologues étrangers, ainsi qu'avec des organisations internationales et des gouvernements, mais sans que les autorités marocaines tirent parti de leurs connaissances et de leurs réseaux.

Dans cette situation, une implication substantielle est attendue de la part du monde académique, qui a récemment montré des avancées dans ce domaine. Cependant, l'État peut jouer un rôle unificateur et moteur en établissant des liens plus étroits avec le secteur de la recherche. En effet, une meilleure organisation pourrait aboutir à la production accrue de documents de référence qui trouveraient écho dans les cercles internationaux. Étant donné les contraintes budgétaires, il serait judicieux de tirer davantage parti de la diaspora marocaine, qui, à moindre coût par rapport aux expatriés administratifs, pourrait contribuer à exercer des fonctions d'influence, à présenter des points de vue et à promouvoir l'image du pays.

Les membres de la diaspora possèdent une meilleure compréhension des coutumes du pays hôte et maîtrisent sa langue. Dans de nombreux pays émergents, les centres culturels, qu'ils proposent ou non des cours de langue, demeurent des instruments traditionnels et privilégiés. Les réseaux de ces centres sont en expansion rapide. Par exemple, la Chine a mis en place près de 400 Instituts Confucius dans 105 pays, accompagnés de 500 classes Confucius dans des écoles locales, ainsi que de 9 centres culturels. Le Brésil compte 30 centres culturels et 70 lectorats universitaires (Bonne, 2018).

La Russie dispose de 58 centres culturels et 25 représentations. L'Inde a créé 26 centres et en prévoit 15 de plus. De même, la Turquie a su promouvoir sa destination touristique et accroître la demande pour ses produits dans le monde arabe grâce à des émissions télévisées. La langue turque est enseignée dans de nombreux pays et le nombre d'étudiants étrangers dans les universités turques ne cesse d'augmenter (Gazeau-Secret, 2013). Contrairement à cela, le Maroc, malgré sa diaspora étendue et l'intérêt de plusieurs pays pour sa culture, sa langue arabe et sa religion musulmane, n'a pas réussi à développer une diplomatie culturelle et religieuse qui réponde aux besoins de sa diaspora. Cela constitue une opportunité manquée pour positionner le pays en tant qu'exportateur de ses valeurs et traditions (Réragui, 2013). En effet, une stratégie d'influence dans un pays requiert la participation d'acteurs économiques, des partenariats universitaires et des échanges intellectuels. Dans ce contexte, le Maroc ne dispose pas d'experts bien positionnés pour répondre aux appels d'offres liés aux politiques de développement lancés par des organisations internationales ou des agences bilatérales d'aide. La diplomatie d'influence envers les organisations

internationales est également déficiente, car le Maroc ne participe pas aux groupes d'experts ni ne possède de relais parmi les cadres intermédiaires de ces organisations (Rigar & Meite, 2016).

1.2. Géopolitique et géoéconomie du Maroc

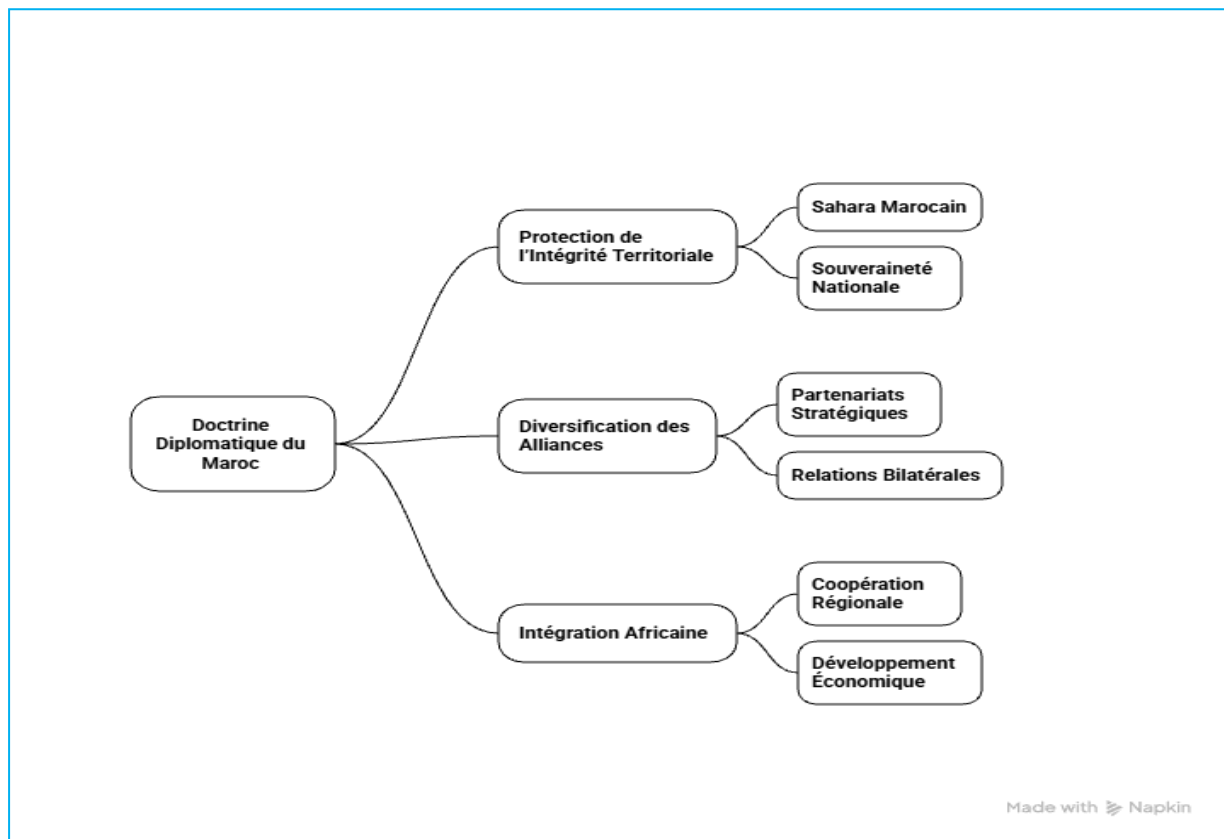
La position unique du Maroc à la croisée de trois grands ensembles régionaux, à savoir l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient, façonne de manière significative sa géopolitique. La position géographique stratégique du Royaume lui confère une importance cruciale qui influence sa politique extérieure, sa diplomatie économique ainsi que son rayonnement mondial. Ainsi, le Maroc se trouve à l'intersection de voies maritimes et commerciales cruciales, tout en jouant un rôle central dans les dynamiques politiques et sécuritaires de la région (Maaini, 2025a).

Le Maroc assure la gestion de l'entrée du détroit de Gibraltar, l'un des couloirs maritimes les plus empruntés au monde, qui fait le lien entre l'Atlantique et la Méditerranée. Cette position lui accorde un rôle géostratégique crucial dans le mouvement des flux mondiaux, tout en consolidant son importance pour les puissances européennes et atlantiques. De plus, son engagement en Afrique de l'Ouest et au Sahel fait de lui un intervenant crucial dans les mécanismes de sécurité régionale, particulièrement dans le combat contre le terrorisme et la stabilité géopolitique (AGUISSA, 2025). Pour exploiter au maximum cette position centrale, le Maroc a mis en place une diplomatie multivectorielle basée sur la diversification de ses alliances. Cette stratégie est illustrée par le renforcement des relations avec l'Union européenne, la consolidation des liens avec les États-Unis, l'essor de la coopération Sud-Sud en Afrique et l'ouverture récente vers les puissances asiatiques telles que la Chine et l'Inde. Ce choix stratégique de diversification offre au Royaume l'opportunité de diminuer sa dépendance vis-à-vis d'un seul centre de puissance et d'amplifier ses marges opérationnelles sur le plan international (Bezzour, 2021b).

Le Sahara Marocain représente un élément central de la géopolitique du Maroc. La position du Royaume est consolidée par la reconnaissance internationale grandissante de son plan d'autonomie et l'établissement de consulats dans les provinces méridionales. Ce mouvement renforce la position du Maroc en tant que stabilisateur régional et accroît son impact en Afrique, particulièrement auprès des nations qui appuient ses points de vue diplomatiques.

Dans un contexte régional caractérisé par des crises politiques, des tensions migratoires et des conflits de pouvoir, le Maroc adopte une approche axée sur la stabilité. Le Royaume se positionne en tant que partenaire de confiance pour les organisations internationales et les grandes puissances. Sa faculté à conserver une stabilité interne relative, en dépit des perturbations régionales, augmente son attrait économique et géopolitique (Abourabi, 2019).

Figure N°1 : doctrine diplomatique du Maroc



Source : auteur

1.3. Enjeux liés à l'Initiative Atlantique

L'Initiative Royale pour l'Afrique Atlantique s'inscrit idéalement dans la mouvance des mutations géostratégiques du monde contemporain. Elle est porteuse d'un projet de développement axé sur la solidarité et la prospérité partagée au sein du continent africain et ambitionne d'installer des partenariats gagnants autour de l'espace sud-atlantique. L'extrait suivant du Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI en illustre parfaitement l'esprit : " Si, par sa façade méditerranéenne, le Maroc est solidement arrimé à l'Europe, son versant atlantique lui ouvre, quant à lui, un accès complet sur l'Afrique et une fenêtre sur l'espace américain « L'Afrique atlantique ouvre des perspectives nouvelles, notamment, en diversifiant ses partenariats et en renforçant sa connectivité régionale et internationale. Alors que l'Union du Maghreb Arabe (UMA) est devenue un vestige du passé, cette initiative offre une chance pour le Maroc de s'ouvrir vers de nouveaux horizons. Sur le plan politique, elle participe à la consolidation du processus de la reconnaissance de facto de la marocanité du Sahara, processus crucial pour les intérêts nationaux du Maroc.

Les conditions de réussite d'un projet aussi important passent nécessairement par l'adhésion d'une majorité de pays africains, en particulier les pays riverains de l'océan Atlantique. Ce qui devrait se réaliser aisément du fait que l'humanité, dans son intégralité, est en train de reconsidérer son

rapport avec la mer, que ce soit par l'exploitation des diverses ressources maritimes, par l'installation de nouvelles activités primaires et secondaires ou par la connectivité commerciale. Le projet du gazoduc Nigeria-Maroc est un vecteur fort de cohésion et d'adhésion aux initiatives structurantes. Sa mise en œuvre contribuera de manière significative à stimuler la croissance économique et à favoriser l'intégration régionale. Le projet atlantique et celui du gazoduc Maroc-Nigeria présentent une complémentarité remarquable. Ce sont deux actions royales présentant une synergie élevée (Kemache,2022).

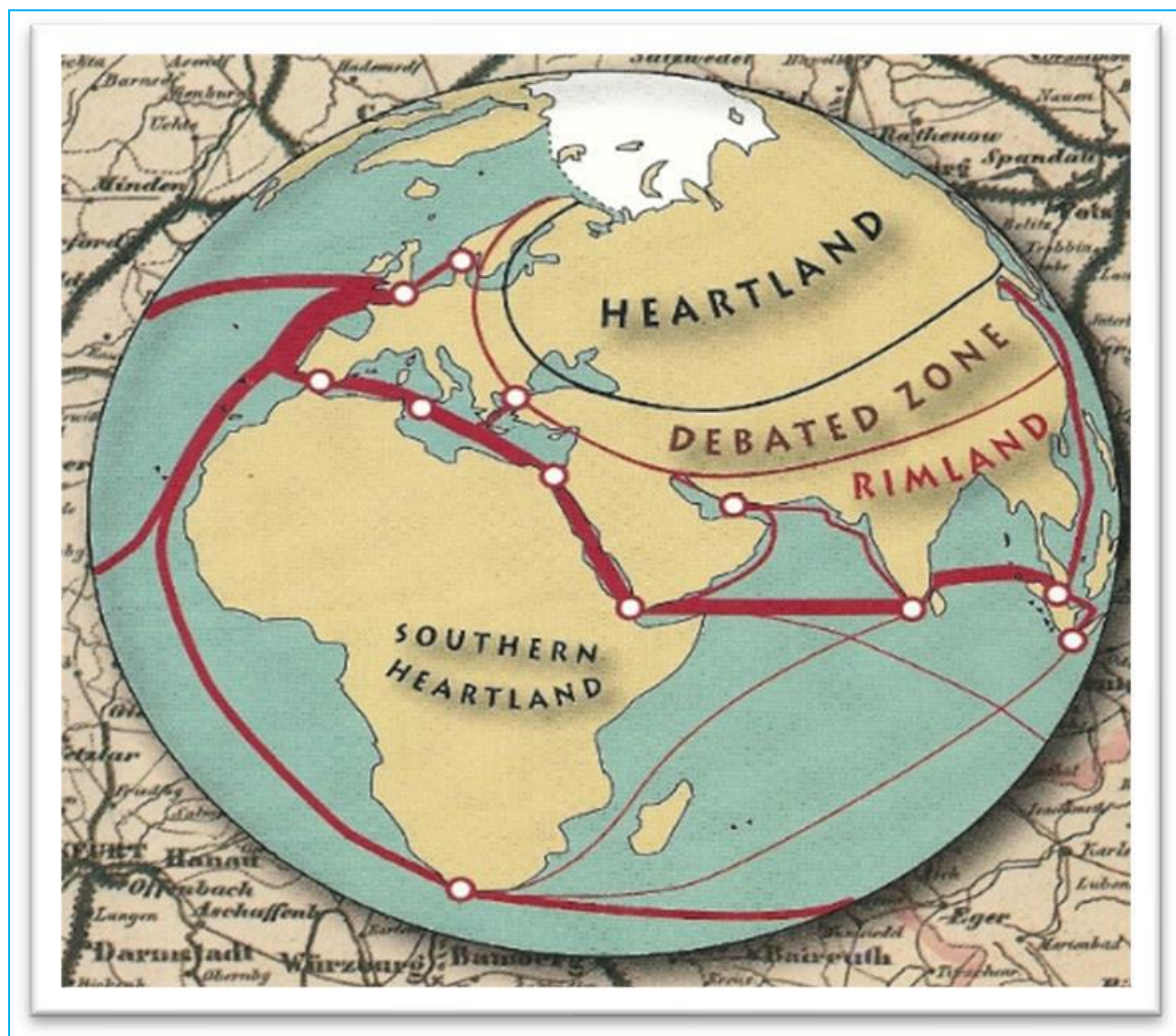
Le régionalisme, qui promeut la coopération entre pays situés dans une même région, offre un cadre d'analyse essentiel pour comprendre les initiatives telles que celle de l'Afrique atlantique. Il peut prendre la forme d'une coopération sécuritaire en matière de lutte contre le terrorisme, de crime organisé et d'autres menaces transnationales. Il peut également englober des dimensions géopolitiques, économiques, sociales et culturelles. Le régionalisme, qui encourage la collaboration entre les nations d'une même région, fournit un contexte analytique crucial pour saisir des initiatives comme celle de l'Atlantique africain (Santander, 2021). Cela peut se traduire par une collaboration sécuritaire dans la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et d'autres périls transnationaux. Cela peut aussi inclure des aspects géopolitiques, économiques, sociaux et culturels.

L'initiative pour l'Afrique atlantique s'intègre naturellement dans le mouvement des regroupements régionaux à l'échelle mondiale. Toutefois, elle transcende les autres types de régionalisme en privilégiant une approche globale de collaboration autour de l'océan Atlantique et en intégrant une vaste palette de problématiques et d'objectifs interliés, cette approche multidimensionnelle aborde des enjeux allant de la dimension économique à celle de la sécurité, en passant par le développement social, les échanges culturels et la viabilité écologique. Elle encourage le dialogue politique, la formulation de décisions coopératives et consensuelles, ainsi que l'implication du secteur privé atlantique africain. Elle soutient le partage des ressources pour assurer la mise à jour des infrastructures maritimes et commerciales, la construction de ports secs et l'établissement de nouvelles lignes ferroviaires, l'élargissement des chaînes de valeur à l'échelle régionale, l'instauration de routes maritimes régulières sur tout le trajet du Cap au Cap (du Cap de Bonne Espérance en Afrique du Sud jusqu'au Cap Spartel à Tanger au Maroc), l'ouverture des pays sahéliens et la gestion conjointe des défis sécuritaires. L'effort pour l'Atlantique africain mérite d'être salué pour sa prise en compte globale du littoral atlantique africain.

L'élément « désenclavement », suggéré par le Maroc, favorisera l'accès des pays sans littoral à l'océan Atlantique. L'envergure s'étend du Cap Spartel au Cap de Bonne-Espérance. Sa traversée verticale du pays, du nord au sud, transcende la division traditionnelle en balayant les disparités géologiques. Ainsi, une convergence avec la géographie est effectuée. Ainsi constituée, l'initiative

est idéalement positionnée pour attirer des financements, à la fois régionaux et internationaux, pour le développement des corridors d'infrastructures, la connectivité portuaire et la transformation structurelle des économies africaines. Elle va donc contribuer à promouvoir l'intégration commerciale de l'Afrique atlantique et à réaliser les buts établis pour la zone de libre-échange continentale africaine (Tadjine-Dahmoune, 2018).

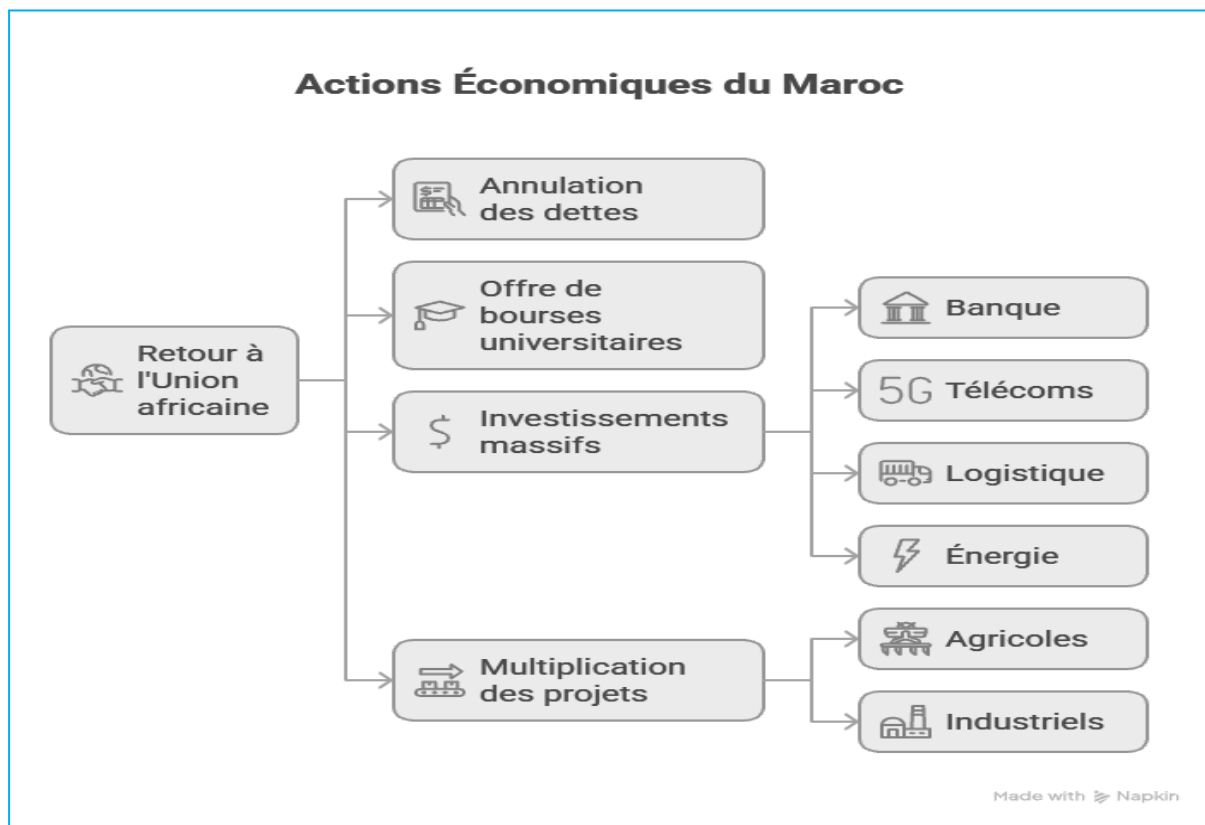
Figure N°2 : Emergence de l'Afrique en tant que Zone Pivot du Sud



Source : (Coutau-Bégarie & Motte, 2015)

Le Maroc, engagé dans le jeu de puissance en Afrique, mène une stratégie globale et multiforme sur le continent, sous l'apparence d'une coopération sud-sud. Avec ses multiples avantages économiques et la stratégie déterminée de ses dirigeants, l'Afrique subsaharienne représente un enjeu géoéconomique et géostratégique. Elle est une scène primordiale de la politique d'influence de Rabat qui contribue significativement à la poursuite de l'influence majeure en Afrique. Par conséquent, l'énergie économique et culturelle, associée à une vigoureuse démarche diplomatique et à la mise en œuvre de puissants moyens, représente un atout géostratégique contribuant à l'évolution de l'espace subsaharien au profit de Rabat (Abourabi, 2020b).

Figure N°3 : Depuis le retour à l'Union africaine en 2017, le Maroc a adopté plusieurs actions économiques



Source : auteurs

L'examen de la littérature a conduit à la détermination des bases théoriques qui sous-tendent les hypothèses et les variables explicatives examinées dans l'étude. Les recherches concernant les puissances régionales (DJEJBI, 2010b); (Guilhaudis, 2015b) ont inspiré l'hypothèse selon laquelle la position géostratégique du Maroc est un instrument crucial de sa présence internationale. Les études concernant le soft power (Gomichon, 2013) et la diplomatie d'influence (Dafir, 2015a) ont guidé l'élaboration des variables associées à la diversification des collaborations, au poids de la culture, à la diplomatie religieuse et à l'approche multivectorielle du Maroc.

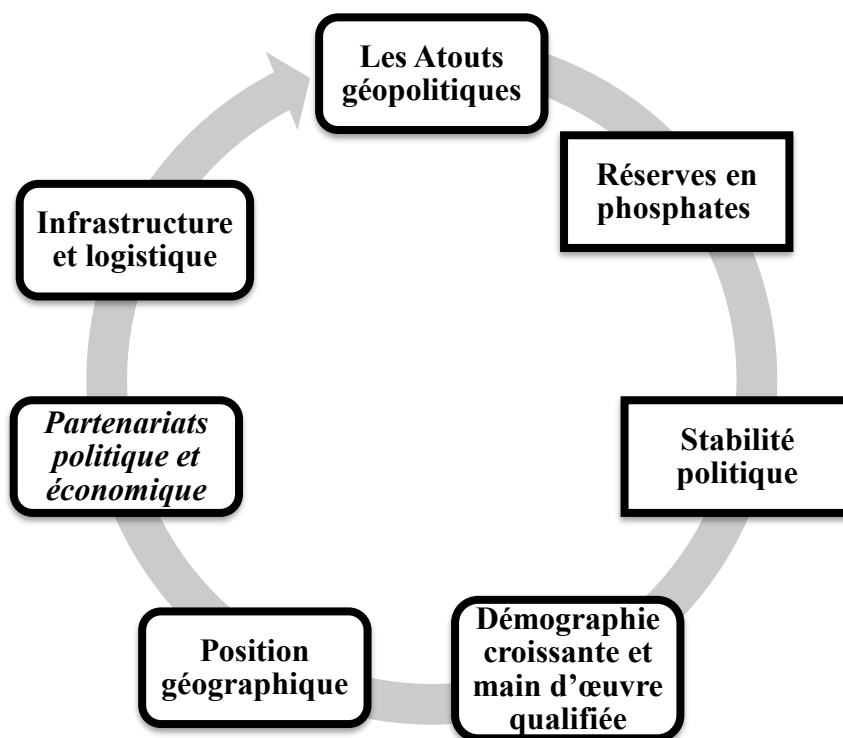
Par ailleurs, les apports concernant la géoéconomie (Chougrani & Hassani, 2022b) ont facilité l'identification des éléments liés aux mécanismes économiques, en particulier la transition énergétique, l'industrialisation et l'intégration de l'Afrique. Pour finir, les études concernant la question du Sahara, la stabilité politique du Maroc et les dynamiques africaines ont éclairé l'élaboration des hypothèses relatives aux contraintes géopolitiques et structurelles du Royaume. Chaque dimension examinée découle d'un corpus théorique établi, garantissant ainsi la rigueur scientifique du cadre d'analyse.

2. Résultats et analyse

2.1. Des atouts stratégiques renforçant la position du Maroc

Le Maroc possède des avantages susceptibles de stimuler l'attractivité pour les entreprises multinationales et favoriser le développement de son économie nationale. En effet, dans un contexte d'instabilité géopolitique, sa stabilité politique et sa position géostratégique en tant que point de rencontre entre l'Afrique et l'Europe sont des atouts majeurs. Le Maroc a la possibilité d'exploiter cette configuration pour offrir de nouvelles opportunités à ces multinationales qui font actuellement face à une multitude de risques géopolitiques (Sadok & Tredano, 2019). Les objectifs prioritaires de la diplomatie marocaine visent à améliorer les performances et à affermir la place du Royaume du Maroc sur l'échiquier mondial. Contrer les actions des opposants à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale du Maroc, dans le but de transformer la région du Sahara marocain en une plateforme attrayante pour les investissements directs étrangers.

Figure N°4 : Le Maroc dispose de plusieurs atouts



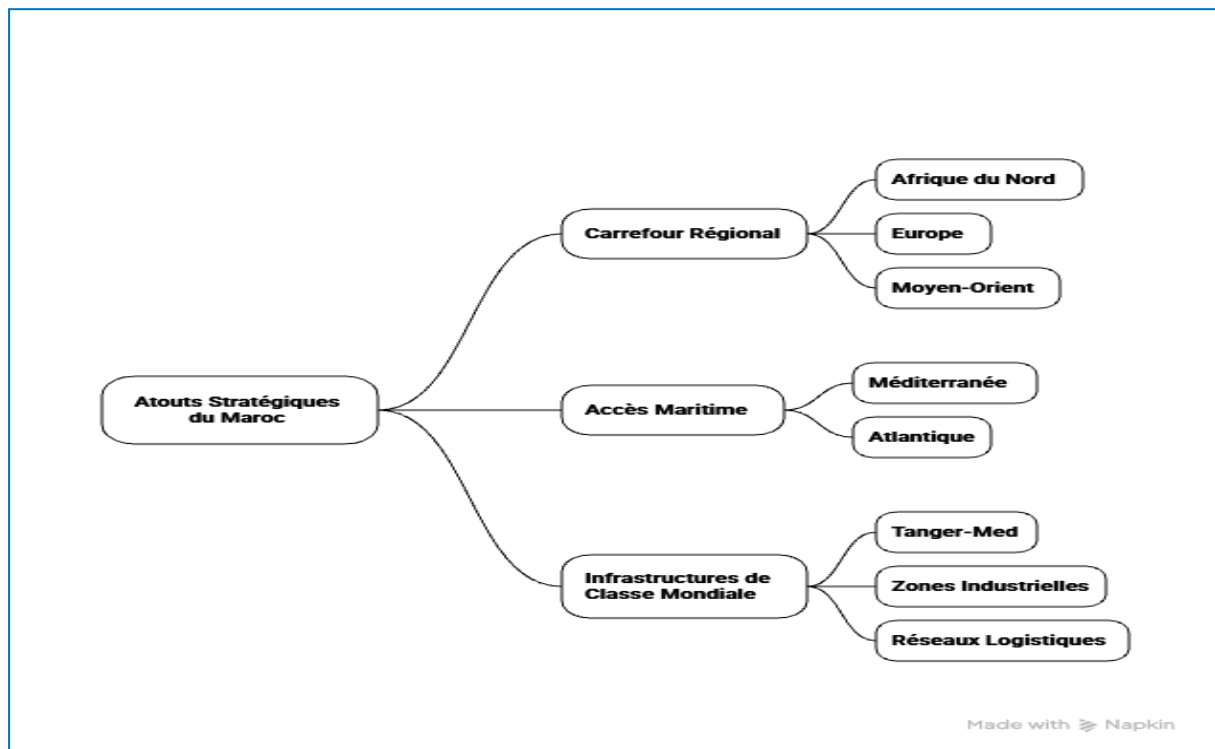
Source : (Mostafa & Anouar, 2023)

Favoriser une diplomatie économique audacieuse, en mesure de stimuler les énergies pour renforcer les partenariats et attirer les investissements ; Apporter le soutien et l'encouragement nécessaires à la diplomatie culturelle tout en valorisant le patrimoine civilisationnel et culturel du Maroc ; Affirmer l'engagement du Maroc envers la création de l'Union Maghrébine ; ces aspects constituent le fil conducteur de cette politique étrangère marocaine et une stratégie pour consolider sa place géoéconomique (Bezzour, 2021c).

2.2. Une position géographique unique

Le Maroc se trouve dans la zone nord-ouest de l'Afrique. Le détroit de Gibraltar fait séparation entre lui et l'Espagne. Il est limitrophe de l'Algérie à l'est et de la Mauritanie au sud-est. L'Océan Atlantique et la mer Méditerranée bordent respectivement l'ouest et le nord (Lugan, 2025). La position géographique du Maroc, au carrefour des civilisations entre l'Afrique, l'Orient et l'Occident, a constitué un avantage pour développer des relations diplomatiques, économiques et culturelles avec un large réseau de pays (Julien & OUASMINE, s. d.). Cette position lui confère une portée stratégique grâce à l'ouverture du pays sur le bassin méditerranéen et l'espace Atlantique, ce qui le prédispose à devenir un « hub » économique à l'échelle régionale et internationale notamment pour le commerce, la production et l'investissement. Le Maroc se compose d'une population arabe, berbère et d'une minorité juive. Une vaste majorité de la population est de confession musulmane sunnite (98,7%). On trouve une minorité chrétienne (1,1%) et juive (0,2%). La langue officielle est l'arabe et la seconde langue la plus parlée est le français.

Figure N°5 : les atouts géographiques du Maroc



Source : auteurs

2.3. Une stabilité politique singulière

La monarchie constitutionnelle a un rôle stabilisateur. Les réformes de 2011, la lutte contre le terrorisme, l'optimisation de l'environnement des affaires et l'engagement vif du Maroc pour la stabilité régionale contribuent à renforcer la crédibilité du pays sur la scène internationale. Suite à son indépendance en 1956, le Maroc a évolué vers une monarchie constitutionnelle. La stabilité

du pays est fortement influencée par la monarchie marocaine qui en occupe une place centrale. Depuis qu'il est monté sur le trône en 1999, le roi Mohammed VI a instauré d'importantes réformes, y compris des actions socio-économiques visant à favoriser l'évolution du pays (Azbeg, 2014). La monarchie offre également une certaine continuité politique et symbolique, ce qui contribue à la stabilité institutionnelle.

L'adoption de la constitution en 2011 a marqué une étape cruciale, apportant des modifications notables au système politique du Maroc. Elle a renforcé le rôle du Parlement, élargi les prérogatives du Premier ministre et consolidé l'autonomie de la magistrature. Ces réformes ont été considérées comme une réaction aux désirs démocratiques du peuple et ont aidé à consolider la légitimité du gouvernement. Le Maroc a su préserver des liens plutôt constants avec ses pays voisins et a participé à diverses démarches diplomatiques au niveau régional. Le pays participe activement à des entités comme l'Union africaine et la Ligue arabe, contribuant par là même à la stabilité de la région. De plus, le Maroc a été un médiateur dans certains conflits, renforçant sa position en tant que force de stabilisation (exemple : Mali et Libye) (Maaini, 2025b).

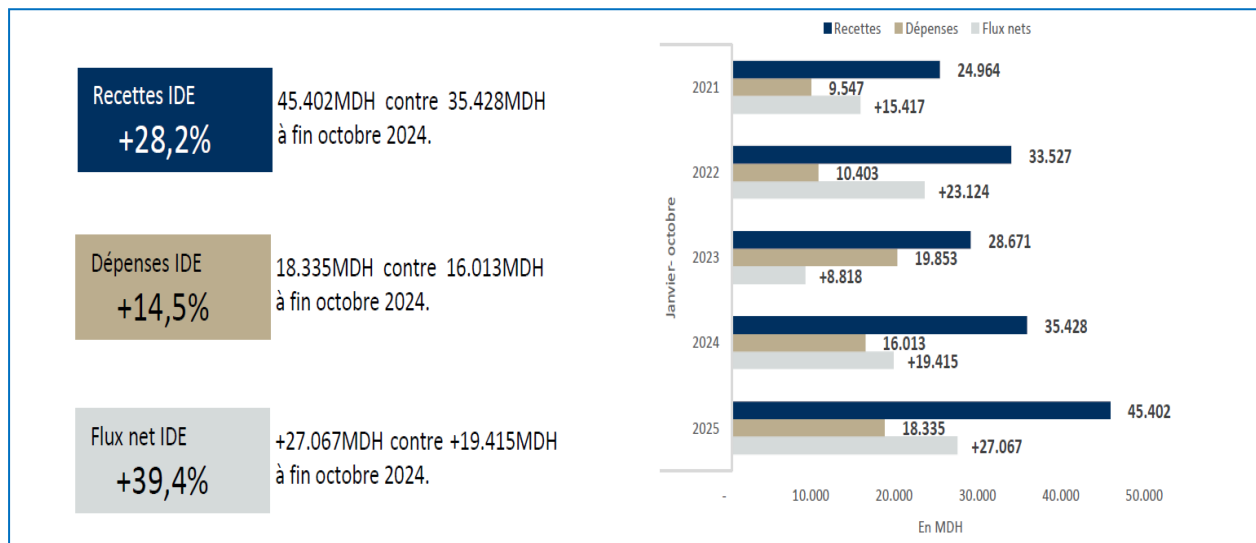
Des réformes sociales et économiques ont été mises en œuvre pour s'attaquer aux inégalités et répondre aux exigences de la population. L'apaisement des tensions internes et la préservation d'un équilibre politique sont influencés par la gestion des problèmes sociaux et l'assurance de la stabilité économique. La diplomatie proactive de la nation stimule la collaboration économique et politique, consolidant ainsi sa présence sur le plan international tout en contribuant à la stabilité (Dafir, 2015b). Afin de contrer les dangers liés au terrorisme, le Maroc a mis en place des systèmes de sécurité efficaces.

Les forces de sécurité nationales disposent d'une structure solide et ont réussi à prévenir de nombreux incidents, cette sécurité stable favorise un contexte propice à la stabilité politique. L'ensemble de ces différents éléments souligne la manière dont le Maroc a réussi à maintenir une stabilité politique relative. Il est important de souligner que la stabilité politique est un processus en constante évolution, et que le Maroc modifie sans cesse ses politiques pour faire face aux enjeux naissants et aux désirs de sa population (Benhammou, 2020).

2.4. Un potentiel économique et social diversifié

Le Maroc présente d'énormes richesses, potentialités économiques et sociales qui contribuent à son développement global. Associées à une stabilité politique sans nulle autre pareille dans une grande partie du monde arabo-musulman et du monde tout court, ainsi qu'à une cohésion sociale remarquable, ces richesses sont de nature à assurer au pays des bases solides pour un véritable décollage économique et un développement humain durable et harmonieux. Ainsi le Maroc est devenu une plateforme très attractive pour les investissements directs étrangers.

Figure N°6 : Investissements Directs Etrangers au Maroc



Source : *(Publications | Office des Changes, s. d.)*

2.4.1. L'agriculture et la pêche au Maroc

Malgré les défis climatiques et la faible productivité due à l'aridité, le Maroc demeure un pays fortement agricole, se concentrant principalement sur la culture des céréales. Néanmoins, durant les périodes de sécheresse. L'agriculture combine la culture de céréales, l'élevage et les cultures commerciales. Elle contribue à 17 % du PIB et persiste à fournir des emplois, aux côtés de la pêche, pour environ 45 % des travailleurs, souvent dans de très petites exploitations autarciques, présentant un taux élevé de sous-emploi. Toutefois, elle a été largement modernisée grâce à une politique de grands barrages : l'irrigation mise en œuvre sur un million d'hectares (l'étendue totale cultivée est de 7 millions d'hectares, sans inclure les zones dédiées à l'élevage) favorise des cultures destinées au commerce, comme les agrumes, les primeurs, la betterave sucrière, la canne à sucre et la vigne. Cependant, les exportations agricoles sont affectées par la compétition européenne et génèrent des frictions continues avec l'Europe.

De même pour la pêche, un traité a été établi avec l'Union européenne jusqu'en 1999, suite à de nombreuses disputes (notamment avec l'Espagne en 1988) ; celui-ci accorde des permis de pêche en échange d'une indemnité annuelle. Les zones de pêche internationales et industrielles désignent l'immense domaine marin qui s'étend de Safi jusqu'au sud saharien.

2.4.2. L'industrie énergétique et minière du Maroc connaît un redéploiement stratégique

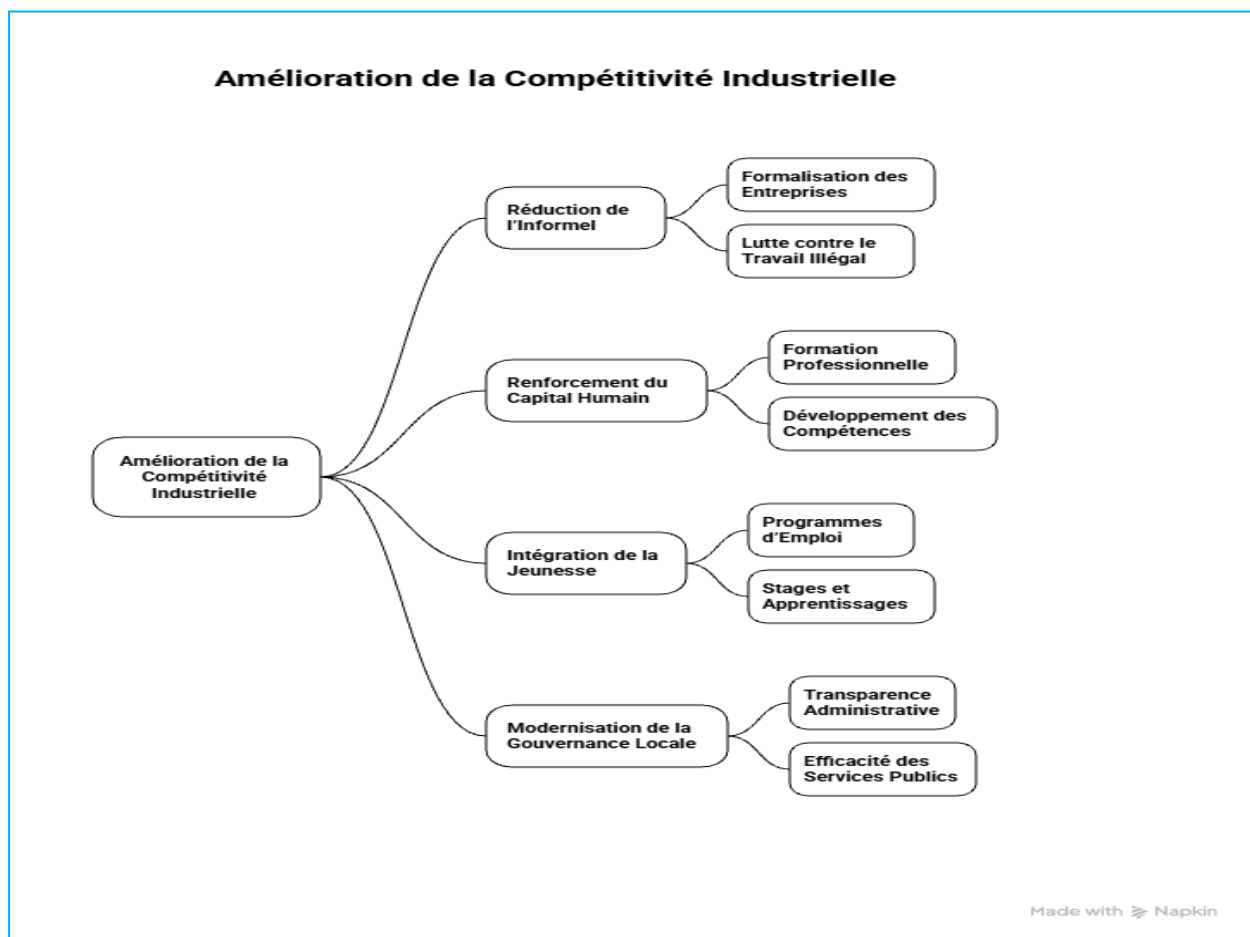
Basé sur la réduction du carbone, l'indépendance énergétique et l'exploitation durable des ressources naturelles. La transformation est fortement influencée par le secteur minier, dirigé par le Groupe OCP, qui est un acteur majeur dans la production de phosphates à l'échelle mondiale. Avec un chiffre d'affaires dépassant les 9 milliards de dollars en 2024, l'OCP ne se contente plus d'exporter des matières premières non transformées : il consacre d'importantes ressources à la

transformation locale. Cela passe par le programme d'investissement 2023-2027 de 12 milliards de dollars qui a pour objectif le développement d'unités industrielles intégrées, le renforcement des infrastructures logistiques (création de nouveaux ports à Jorf Lasfar et Safi) et l'accélération de l'usage des énergies renouvelables.

L'ambition est de parvenir à une production entièrement verte et circulaire en utilisant l'énergie solaire, le dessalement et l'hydrogène vert (Ambassade de Suisse au Maroc, 2025).

Ces initiatives ont pour objectif de produire de l'ammoniac écologique destiné aux fertilisants, des carburants synthétiques pour le secteur aéronautique ou encore de l'électricité verte exportable. Cette dynamique offre des opportunités tangibles aux entreprises suisses engagées dans l'électrolyse, la gestion intelligente des réseaux, le stockage d'énergie ou l'ingénierie des installations industrielles de haute performance.

Figure N°7 : Le Maroc doit Améliorer sa compétitivité industrielle



Source : auteurs

2.4.3. Le commerce et les services au Maroc

Le secteur des services, qui constitue environ 55% du PIB et 36% de l'emploi, est dominé par les secteurs du commerce, du tourisme, des télécommunications, de la santé et des services financiers. En 2024, le Maroc a accueilli un nombre record de 17.4 millions de visiteurs, consolidant ainsi sa position de principale destination touristique en Afrique (Tourisme : le Maroc a battu tous les

records en 2024, s. d.). Pour sa part, le domaine de la santé subit une transformation rapide grâce à l'extension de la couverture sociale et à l'essor des cliniques privées. Cela entraîne donc une demande grandissante en matériel médical, en systèmes d'information pour les hôpitaux et en formation spécialisée. Le commerce et les services jouent un rôle crucial dans l'économie du Maroc, ce secteur comprend à la fois le commerce de détail et le commerce de gros, avec des marchés traditionnels ainsi que des centres commerciaux modernes dans les grandes villes comme Casablanca, Rabat et Marrakech. Le Maroc a également une longue tradition commerciale avec des souks animés et des marchés locaux qui offrent une variété de produits allant des produits artisanaux aux produits alimentaires frais. Le gouvernement du Maroc a également instauré des mesures destinées à stimuler l'investissement dans le domaine des services, en proposant des avantages fiscaux et en simplifiant les procédures administratives pour les sociétés (El Alaoui Et Al., 2024). De plus, le Maroc s'efforce de devenir un hub régional pour les services financiers et les TIC, en mettant en place des infrastructures modernes et en favorisant l'innovation dans ces domaines (Cherkaoui & Ait Soudane, 2024).

Le positionnement géographique stratégique du Maroc à l'intersection de l'Afrique, de l'Europe et du Moyen-Orient rend son commerce extérieur un élément essentiel de son économie. Le Maroc procède à l'importation d'une multitude de marchandises, y compris des produits liés à l'énergie, du matériel et des équipements, ainsi que des produits chimiques et alimentaires. Toutefois, ses exportations se composent principalement de produits agricoles, de produits textiles, de phosphates et leurs dérivés, ainsi que de produits chimiques. L'Union européenne, notamment la France, l'Espagne et l'Allemagne, ainsi que les pays africains limitrophes figurent parmi les principaux partenaires économiques du Maroc. Les transactions commerciales avec les nations du Golfe ainsi qu'avec les États-Unis revêtent également une grande importance. Le Maroc a conclu divers traités de libre-échange avec plusieurs nations et groupements régionaux, favorisant ainsi ses transactions commerciales. On peut mentionner l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, l'Accord d'association avec l'Union européenne, ainsi que des accords conclus avec plusieurs nations africaines et arabes parmi ces ententes. Le Maroc possède des ports à la pointe de la technologie, comme ceux de Casablanca, Tanger-Med et Agadir, qui jouent un rôle crucial en tant que carrefours d'importation et d'exportation pour le commerce mondial. Un réseau de transport terrestre en expansion, incluant des autoroutes et des lignes de chemin de fer, appuie ces installations portuaires.

Tableau 1 : Partenaires commerciaux du Maroc / Volume globale des exportations : CHF 45 milliards

Pays	Exportations en Milliards de CHF en 2024	Pourcentage des exportations globales
Espagne	10,06	22,1%
France	8,72	19,1%
Italie	2,37	5,2%
Allemagne	2,35	5,1%
Royaume-uni	2,06	4,5%
Inde	1,46	3,2%
Etats-unis	1,38	3%
Bresil	1,32	2,9%
Turquie	1,16	2,6%
Pays-bas	0,98	2,2%

Source(s) : Office des Changes du Maroc – Rapport Commerce Extérieur 2024 /1 CHF = 10 MAD.

Tableau 2 : Partenaires commerciaux du Maroc / Volume globale des importations : CH F 76 milliards

Pays	Importations en milliards de MAD	Pourcentage des importations globales
Espagne	11,88	15,6%
Chine	9,02	11,9%
France	7,14	9,4%
Etats-unis	7,08	9,3%
Allemagne	3,98	5,2%
Turquie	3,93	5,2%
Italie	3,46	4,5%
Arabie saoudite	2,48	3,3%
Portugal	1,98	2,6%
Inde	1,57	2,1%

Source(s) : Office des Changes du Maroc – Rapport Commerce Extérieur 2024 /1 CHF = 10 MAD.

2.5. Une diplomatie proactive au service du rayonnement mondial

2.5.1. Diversification des partenariats

2.5.1.1. Le Maroc entretient d'importantes relations avec les Etats-Unis.

Les relations politiques sont très anciennes puisque le Maroc a été le premier pays à reconnaître l'indépendance des Etats-Unis. Sur le plan économique, le Maroc a signé un Traité de libre-échange avec les Etats-Unis qui est entré en vigueur le 1er Janvier 2006. Le Maroc est ainsi le seul pays d'Afrique à avoir un Traite de libre-échange avec les Etats-Unis. Le commerce extérieur marocain est déficitaire vis-à-vis des Etats-Unis, et les investissements américains au Maroc sont insuffisants. Du fait de ses bonnes relations avec les Etats-Unis, le Maroc bénéficie d'une aide financière bilatérale dans le cadre du Millenium Challenge Accourt, et du soutien au plan d'autonomie pour le Sahara Marocain.

Les États-Unis affirment, comme l'ont déclaré les administrations précédentes, leur soutien à la proposition d'autonomie du Maroc comme seule base d'une solution juste et durable du différend sur le territoire du Sahara Marocain. Par conséquent, les États-Unis reconnaissent la souveraineté marocaine sur l'ensemble du territoire du Sahara et réaffirment leur soutien à la proposition d'autonomie sérieuse, crédible et réaliste du Maroc comme seule base pour une solution juste et durable du différend sur le territoire du Sahara. Les États-Unis estiment qu'un État sahraoui indépendant n'est pas une option réaliste pour résoudre le conflit et qu'une véritable autonomie sous souveraineté marocaine est la seule solution possible. Nous exhortons les parties à engager sans tarder des discussions, en utilisant le plan d'autonomie du Maroc comme seul cadre pour négocier une solution mutuellement acceptable ».

2.5.1.2. Le Maroc, un partenaire stratégique de l'OTAN

Le Maroc est le plus important allié de l'OTAN à l'échelle de toute l'Afrique. Il reste un client fidèle des Etats-Unis et la France en matière du commerce des armes, les deux leaders de l'alliance. Il fait depuis lors un invité important dans les grandes manœuvres militaires jamais organisées depuis la fin de la guerre froide. Cette volonté de l'alliance atlantique de garder des contacts permanents avec les autorités marocaines, s'inscrit dans le cadre des rapports spécialisés de la défense et coopération de sécurité dans la région méditerranéenne. Étant donné la profondeur stratégique que représente l'Afrique pour le Maroc et l'Europe, l'acuité de la menace sécuritaire émanant de la région du Sahel rend nécessaire de promouvoir, ensemble, une approche de développement intégrée, dans les domaines de l'immigration et de la sécurité.

- Concevoir une politique migratoire constructive, dans un contexte de complémentarité démographique, mais aussi d'accentuation de la pression migratoire subsaharienne sur le Maroc.

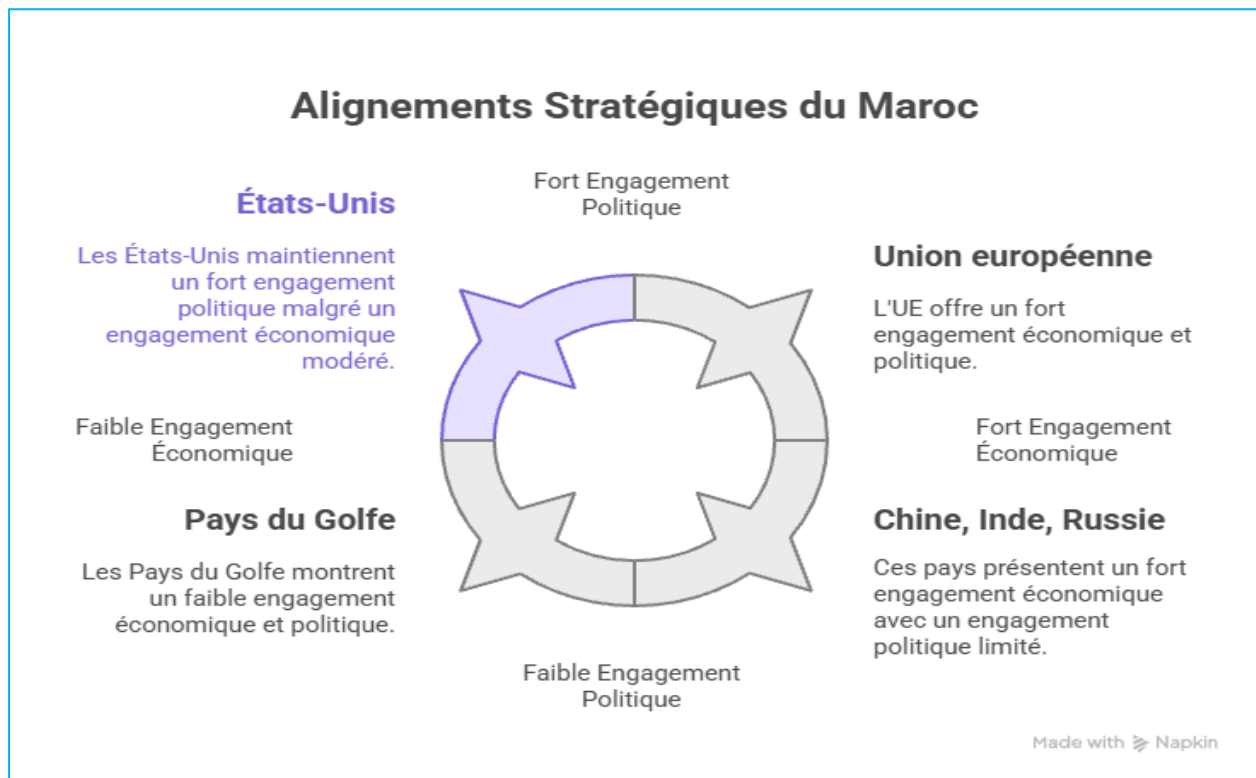
- Intégrer la dimension sécuritaire dans la nouvelle politique de voisinage, en s'inspirant de l'expérience positive du dialogue 5+5 et la mettre en harmonie avec les impératifs du respect des droits de l'Homme. La coopération sécuritaire mérite d'être étendue aux menaces émergentes dont, notamment, la cybercriminalité.
- Renforcer la coopération sécuritaire (échange d'informations, coopération judiciaire, enquêtes conjointes...), en promouvant une approche de lutte contre le terrorisme qui soit axée sur le développement humain par le biais de projets socio-économiques.

2.5.1.3. Partenariat sino-marocain

Les relations sino-marocaines remontent fort loin dans l'histoire. Le Maroc est le premier royaume à avoir reconnu la République Populaire de Chine. La relation politique entre les deux pays est stable (absence des divergences et enjeux conflictuels) depuis 1958. L'intérêt pour le Maroc de développer davantage ses relations avec une telle puissance en devenir relève de sa volonté de diversification des alliances stratégiques (soft power). Aujourd'hui, les relations bilatérales sont d'égal à égal et favorisent la concertation sur les grands dossiers au sein des différentes instances internationales. Ces relations se nourrissent continuellement des visites officielles et ont permis d'élargir la coopération à plusieurs domaines importants (emploi, environnement, santé, tourisme, phosphates...).

Le cadre juridique ne cesse de se développer de manière cohérente et comporte actuellement plus de 60 accords dans des domaines variés. La majorité des coopérations bilatérales couvre des secteurs divers et comporte des opérations de jumelage (Casablanca-Shanghai conclu en 1984). La Chine est aujourd'hui le troisième fournisseur du Maroc. Toutefois, elle n'est que son 18^e client. La participation des entreprises chinoises est bien seulement évidente aux grands projets d'infrastructures.

Figure N°8 : Le Maroc développe un multi alignement stratégique



Source : auteurs

Cette diversification réduit la dépendance vis-à-vis de l'Europe et renforce la marge de manœuvre marocaine.

2.6. Défis majeurs pour le rayonnement mondial

2.6.1. Dépendance énergétique

Le Maroc est devenu le principal récipiendaire des exportations de gaz espagnoles, surpassant des nations telles que la France, le Portugal et l'Italie. Le Royaume a obtenu environ 868 GWh de gaz naturel grâce au Gazoduc Maghreb-Europe (GME), ce qui correspond à plus de 28% des exportations de gaz espagnoles pour le mois (Le Maroc devient le principal client gazier de l'Espagne, H24info, s. d.). Au cours de l'année précédente, les livraisons d'énergie espagnoles à destination du Maroc ont dépassé 9.800 GWhs, positionnant le Maroc juste après la France en ce qui concerne le volume réceptionné. Le gazoduc de Tarifa a une capacité d'exportation maximale de 960 GWh par mois. D'après les chiffres des gestionnaires du système gazier espagnol, Cores et Enagás, l'exploitation récente de cette capacité a presque atteint 90%, avec un sommet à 958 GWh transmis au Maroc en août.

Il convient de préciser que l'Espagne ne fait pas directement le commerce de gaz avec le Maroc, mais joue un rôle de facilitateur en permettant le transit du gaz acquis par Rabat vers d'autres pays grâce à ses infrastructures de regazéification. Par conséquent, le gaz qui transite par l'Espagne est rigoureusement certifié pour garantir qu'aucune molécule d'origine algérienne n'est incluse, en accord avec les directives du gouvernement algérien. En outre, en 2022, l'Arabie Saoudite a

consolidé sa position en tant que principal fournisseur de gaz industriel et de combustibles au Maroc, fournissant 44% du total des importations de ces produits pour une valeur de 33,8 milliards de dirhams (MMDH) (Produits énergétiques : les principales sources d'importation du Maroc, s. d.).

Le royaume reçoit sa deuxième plus grande quantité d'importations d'essence et de carburant industriel en provenance d'Espagne, après la Russie et l'Italie. Le Maroc, qui dépend fortement du gaz butane pour son approvisionnement énergétique, a enregistré une hausse de 81,2% en valeur de ses importations, s'élevant à 26,3 MMDH. Les États-Unis se sont affirmés comme le principal exportateur, répondant à 71,7% des besoins du pays dans ce domaine.

Le Maroc a mis en place une politique énergétique dynamique afin de diminuer sa dépendance : depuis 2009, le Plan solaire national ambitionne d'augmenter la proportion des énergies renouvelables à $\geq 52\%$ du mélange électrique d'ici. Cette ambition est réalisée par le projet Noor (Ouarzazate I-IV, Noor Midelt, Noor Atlas, etc.). Des enchères régulières (parcs de Tarfaya, Tanger, Dakhla, etc.) appuient le développement de l'énergie éolienne. Simultanément, des initiatives d'efficacité énergétique (bâtiments, éclairage, industrie) diminuent la montée de la demande.

En réponse à l'interruption du pipeline algérien, le plan énergétique « feuille de route gazière » 2024-2027 envisage l'établissement de chaînes d'approvisionnement en GNL et en gazoducs nationaux.

Un terminal de GNL sera concrètement mis en place à Nador, relié au gazoduc Maghreb-Europe. De plus, deux autres terminaux sont envisagés dans le port atlantique (Jorf Lasfar/Mohammedia et Dakhla, avec une connexion prévue au gazoduc Nigéria-Maroc) (Terminal GNL, extension du réseau de gazoducs, s. d.). De plus, le Maroc étudie ses propres ressources (puits Tendrara TE-10) et encourage l'hydrogène vert en tirant parti de son potentiel en énergies renouvelables. Il est donc essentiel d'intensifier l'utilisation des énergies renouvelables telles que Noor, l'éolien et l'hydrogène vert.

2.6.2. Centralité de la question du Sahara marocain

Le vote de la Résolution 2797 par le Conseil de Sécurité a fait prendre à la lutte diplomatique concernant le Sahara marocain une tournure jamais vue auparavant. Un document historique qui coupe définitivement le lien avec les Résolutions antérieures, pourvu qu'il établisse clairement et sans ambiguïté le plan d'autonomie comme fondement de la solution. Au nom de la communauté globale, l'organe principal de l'ONU décide d'un conflit qui a trop traîné en faveur du Maroc (Lyammouri & Ammari, 2025). Le conflit au sujet du Sahara Marocain est l'un des plus anciens de l'histoire moderne, en raison de la rencontre d'intérêts contradictoires entre les parties impliquées et de la contestation de leur droit historique et légitime à cette région. La dispute

concernant le Sahara marocain, qui a commencé il y a près de quatre décennies, n'a pas encore abouti à une solution définitive et consensuelle.

Le Maroc accorde une grande importance au Sahara, en plus des défis de développement économique et social. Il est indéniable que la question du Sahara est cruciale, considérant que les provinces sahariennes représentent un tiers du territoire national et que le Maroc a consacré plus de 100 milliards de dirhams à leur développement (L'Initiative Royale pour l'Afrique Atlantique : enjeux, facteurs-clé de succès et feuille de route pour le Maroc, 2024). Sous la direction de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, l'année 2020 a été marquée par plusieurs réussites diplomatiques notables pour le Maroc. Au sein des Nations-Unies, la communauté internationale a une fois de plus affirmé son soutien indéfectible à la marocanité du Sahara et au projet d'autonomie, considéré comme une résolution finale au contentieux régional relatif au Sahara Marocain. Que ce soit au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale, la marocanité du Sahara a de nouveau été soulignée par ces deux principaux organes des Nations Unies. La majorité écrasante des pays membres ont fermement réaffirmé leur soutien constant et diversifié à la légitimité du Royaume dans cette affaire (du Maroc, 2020). Effectivement, au sein des Nations-Unies, 163 pays, soit 85% des États membres de l'organisation, ne reconnaissent pas la fausse entité associée au « Polisario ». Donc, suite à l'adoption de la résolution 2548 par le Conseil de sécurité concernant le Sahara marocain, fin octobre dernier, l'organe exécutif de l'ONU a une fois de plus confirmé la pertinence du point de vue marocain et la validation des éléments essentiels pour une solution politique à ce conflit régional.

Les délégués et les porte-parole des regroupements et groupements régionaux ont également manifesté leur conviction quant à la souveraineté du Maroc sur ses Provinces du Sud. Ils ont soutenu avec force l'initiative d'autonomie lancée par le Maroc, dont la rigueur et la crédibilité ont été reconnues au niveau international. Cette initiative est considérée comme la solution exclusive à ce conflit. L'appui indéfectible pour la position du Maroc et l'intégrité territoriale du Royaume témoigne clairement de la légitimité de la cause nationale. Cela reflète également le soutien dont bénéficie le Maroc et les résultats de son action diplomatique à tous les échelons, sous la direction perspicace de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

3. Discussion

L'analyse démontre que l'essor du Maroc n'est ni fortuit ni passager ; il s'appuie sur : Une orientation stratégique dirigée par le leadership royal ; Une mutation économique graduelle ; Une diplomatie dynamique, proactive et multilatérale ; Pour réussir l'intégration de son économie au niveau mondial, le Maroc compte sur sa diplomatie économique. Le pays mène une diplomatie dynamique, visant à diversifier ses partenaires et à stimuler l'attrait des investissements étrangers. Le Maroc, grâce à sa diplomatie économique renforcée par l'expérience acquise dans les

négociations commerciales, a réussi à améliorer son positionnement stratégique en Afrique et à renforcer sa présence sur la scène mondiale.

L'approche diplomatique du Roi Mohammed VI dans le secteur économique devrait faciliter la transition vers une diplomatie dédiée au développement économique du Royaume, tout en préservant ses intérêts stratégiques prioritaires. Dans ce contexte, il est essentiel de mettre en œuvre une stratégie novatrice qui favorise la collaboration et le partage des ressources entre les divers intervenants du système de promotion économique du Maroc à l'étranger. Aujourd'hui, le Maroc possède les ressources requises pour établir une intégration structurée en Afrique et développer une stratégie géopolitique alignée sur les nouvelles dynamiques d'un monde multipolaire. Cependant, la continuité de cette croissance dépend de sa capacité à : Accélérer la transition énergétique ; Améliorer la compétitivité et l'efficacité économiques ; Gérer judicieusement les tensions géopolitiques régionales ; Rénover les institutions et favoriser une plus grande inclusion sociale. Les deux tableaux suivants résument les points essentiels de l'étude.

La première représentation graphique offre une analyse structurée des dynamiques géopolitiques, géoéconomiques et diplomatiques qui justifient l'ascension du Maroc dans l'économie mondiale. Il combine les résultats empiriques, les bases théoriques invoquées et leurs conséquences stratégiques, fournissant par conséquent une perspective unifiée du positionnement marocain.

Tableau 1 : Synthèse des résultats – Dynamiques expliquant la montée en puissance du Maroc dans l'économie internationale

Axes d'analyse	Constats empiriques issus de l'étude	Apports théoriques mobilisés	Implications géopolitiques / géoéconomiques
Position géostratégique	Carrefour Afrique–Europe–Moyen-Orient ; Détroit de Gibraltar ; plateformes portuaires (Tanger Med).	Théorie réaliste : contrôle des espaces stratégiques → pouvoir régional.	Renforce le rôle de hub commercial/logistique et l'attractivité pour les FMN.
Stabilité politique et réformes	Monarchie constitutionnelle stabilisatrice ; réformes 2011 ; sécurité renforcée.	Approche institutionnelle : importance des institutions stables pour attirer IDE.	Attractivité économique ; rôle d'allié fiable des puissances occidentales et africaines.

Transformation économique	Industrialisation (automobile, aéronautique), montée du OCP, stratégie énergétique verte.	Géoéconomie : usage des instruments économiques comme leviers de puissance.	Construction d'une influence économique durable ; insertion dans les chaînes globales.
Diplomatie proactive et diversification des partenariats	Alliances multivectorielles (USA, UE, Chine, Inde, Golfe, Afrique).	Soft power (Nye) + diplomatie d'influence (Dafir).	Augmente l'autonomie stratégique ; réduit la dépendance européenne.
Leadership africain	Retour à l'UA ; forte présence bancaire, énergétique, phosphatière ;	Coopération Sud-Sud ; régionalisme africain.	Renforcement du rôle de puissance continentale ; légitimation diplomatique.
Défis énergétiques	Forte dépendance au gaz importé ; nécessité d'accélérer la transition (Noor, éolien, hydrogène vert).	Sécurité énergétique comme fondement de la puissance.	Vulnérabilité externe → limite le rayonnement global ; nécessite une autonomie énergétique.
Centralité de la question du Sahara	Large soutien international au plan d'autonomie ; bataille diplomatique intense.	Réalisme : centralité du territoire dans la légitimation de la puissance.	Détermine les alliances, l'intégration africaine et la marge de manœuvre géopolitique.
Défis socio-économiques internes	Capital humain insuffisant, compétitivité irrégulière, inégalités territoriales.	Théories du développement (institutionnalisme, capacités).	Limite l'ambition de devenir puissance globale si les réformes internes ne s'accélèrent pas.

Source : auteurs

Le deuxième tableau, présenté comme une analyse stratégique, souligne les atouts et opportunités dont jouit le Royaume, ainsi que les contraintes et périls qui pourraient entraver son influence mondiale. Cette double approche d'analyse offre une compréhension claire et condensée des forces, des faiblesses et des opportunités du Maroc dans un contexte international en profonde mutation.

Tableau 2 : Analyse stratégique du positionnement du Maroc

Forces	Limites
Position géostratégique unique ; stabilité politique ; diplomatie proactive ; industrialisation avancée ; leadership africain ; infrastructures de niveau mondial.	Dépendance énergétique ; défis sociaux ; climat des affaires inégal ; vulnérabilités régionales (Sahel) ; dépendance commerciale à l'UE.
Opportunités	Risques
Hydrogène vert ; approfondissement des partenariats africains ; initiatives atlantiques ; reconfiguration géopolitique mondiale ; diversification des IDE.	Instabilité régionale ; pressions migratoires ; tensions géopolitiques ; ralentissement mondial ; compétition géoéconomique.

4. Source : auteurs

Conclusion

Le Maroc se présente actuellement comme une puissance régionale affirmée, possédant des atouts stratégiques de premier plan et impliqué dans une dynamique d'influence mondiale. Sa place géographique, son approche diplomatique active, la diversité de ses ressources économiques et son intégration au sein du continent africain lui assurent une notoriété grandissante sur la scène internationale. Toutefois, l'acquisition d'un statut d'acteur mondial nécessite de relever des défis internes (ressources humaines, compétitivité, énergie) et externes (défis géopolitiques, climat régional tendu). Toutefois, la direction marocaine demeure encourageante et reflète une volonté claire d'établir un leadership durable dans un monde en transformation. L'analyse contenue dans cet article démontre que la montée en puissance internationale du Maroc ne résulte pas d'un phénomène fortuit ou éphémère, mais découle d'une approche pluri-facette combinant une diplomatie proactive, des réformes structurelles et une perspective géopolitique. Situé à la croisée de plusieurs régions clés, la position géostratégique singulière du Royaume a favorisé son attractivité économique, lui permettant d'assumer un rôle stabilisateur et de renforcer des partenariats divers dépassant largement ses frontières immédiates.

Les évolutions économiques réalisées au cours des deux dernières décennies - une industrialisation accélérée, une transition énergétique, un perfectionnement de la logistique, une croissance considérable du domaine minier et un dynamisme commercial soutenu - constituent actuellement des éléments déterminants de son impact géoéconomique. Sur le plan diplomatique, le Maroc démontre une aptitude à se projeter davantage, soutenue par une approche multi-vectorielle lui permettant de fonctionner simultanément sur les axes euro-méditerranéen, atlantique, africain et asiatique.

L'intégration africaine, qui met en évidence son rôle de puissance régionale structurante, est désormais l'un des piliers de sa doctrine stratégique. Toutefois, l'ambition du Maroc de renforcer son rayonnement mondial est conditionnée par sa capacité à résoudre plusieurs défis majeurs : dépendance énergétique persistante, disparité économique en termes de compétitivité, nécessité d'une main-d'œuvre plus qualifiée et nécessité de stabilité régionale dans un contexte caractérisé par la fragilité du Sahel et les tensions de pouvoir.

La question du Sahara, qui est un enjeu de souveraineté crucial, reste également un facteur déterminant dans l'ensemble de ses actions diplomatiques. Actuellement, le Maroc se positionne comme une puissance régionale affirmée, bénéficiant d'atouts stratégiques indéniables et s'engageant dans un processus soutenu de redéfinition de sa place sur la scène mondiale. Malgré l'ampleur des défis, la voie choisie indique clairement une volonté de situer le Royaume dans un modèle de développement ouvert, souverain et économiquement pertinent à l'échelle géographique.

BIBLIOGRAPHIE

- Abourabi, Y. (2019). Maroc. De Boeck Supérieur.
- Abourabi, Y. (2020b). La Politique Africaine Du Maroc : Identité De Rôle Et Projection De Puissance (Vol. 12). Brill.
- Aguisa, A. (2025). Les Dynamiques Régionales De Sécurité En Afrique De L'ouest : Coopérations Et Rivalités Entre États. *Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları*, 3, 7-20.
- Ambassade De Suisse Au Maroc. (2025). Rapport Economique 2024-2025 Royaume Du Maroc.
- Azbeg, H. S. S. (2014). Processus De Démocratisation Et Monarchie Constitutionnelle Au Maroc [Phd Thesis, Université De Bordeaux].
- Benhammou, M. (2020). La Stratégie Du Maroc Contre Le Terrorisme.
- Benjelloun, S. (2020). Diplomatie Migratoire Du Maroc. La Nouvelle Politique Migratoire Ou La Formation D'une Politique Publique Engagée Pour Soutenir La Politique Etrangère Du Maroc. *Géodév. Ma*, 8.
- Bezzour, K. (2021c). La Nouvelle Stratégie Du Maroc En Afrique : Politique De Projection Ou De Protection ?
- Bonne, A. (2018). La Diplomatie Culturelle De La République Populaire De Chine : Enjeux Et Limites D'une Offensive De Charme. *La Diplomatie Culturelle De La République Populaire De Chine*, 1-236.
- Charmillot, M., & Dayer, C. (2007). Démarche Compréhensive Et Méthodes Qualitatives : Clarifications Epistémologiques. *Recherches Qualitatives*, 3(1), 126-139.
- Cherkaoui, G., & Ait Soudane, J. (2024). Digitalisation Et Gestion Des Etablissements Publics/Privés Au Maroc : Force Destructrice Ou Révolutionnaire. *International Journal Of Accounting Finance Auditing Management And Economics*, 5(11), 212-230.
- Chougrani, S., & Hassani, K. (2022a). Les Défis De L'ouverture Economique Du Maroc Sur Le Continent Africain. *International Journal Of Accounting, Finance, Auditing, Management And Economics*, 3(4-2), 119-133.
- Coutau-Bégarie, H., & Motte, M. (2015). Approches De La Géopolitique : De L'antiquité Au Xxie Siècle. (No Title).
- Dafir, A. (2015b). La Diplomatie D'influence Au Service Des Intérêts Economiques : Le Cas Du Maroc. *Géoéconomie*, 75(3), 159-168.
- Dehbi, S., & Angade, K. (2019). Du Positionnement Epistémologique A La Méthodologie De Recherche : Quelle Démarche Pour La Recherche En Science De Gestion ? *Revue Economie, Gestion Et Société*, 1(20).

- Delbecque, É., & Fayol, J.-R. (2018). Chapitre 1. Mondialisation Et Nouveaux Paramètres Des Affaires. *Référence Management*, 5-60.
- Djebbi, S. (2010a). Les Complexes Conflictuels Régionaux. *Fiche De L'irsem*, 5.
- Du Maroc, R. (2020). Sous La Présidence Effective De Sa Majesté Le Roi Mohammed Vi (2011). *Vision Stratégique De Développement Touristique « Vision, 2011-2020*.
- El Alaoui, O., Amedjar, M., & Ghandari, Y. (2024). Le Système Fiscal Marocain : Un Modèle Inspirant. *Management Control, Auditing And Finance Review (Mcafr)*, 1(4), 136-154.
- El Aoufi, N. (2012). La Recherche Economique Au Maroc : Une Esquisse Du Champ Disciplinaire. *Critique Economique*, 28-29.
- Gazeau-Secret, A. (2013). « Soft Power » : L'influence Par La Langue Et La Culture. *Revue Internationale Et Stratégique*, 1, 103-110.
- Gomichon, M. (2013). Joseph Nye On Soft Power. *E-International Relations*, 8.
- Guilhaudis, J.-F. (2015b). Puissances Et Impuissances, Acteurs De La Sécurité Et De L'insécurité Internationale. (A1-A83). *Paix Et Sécurité Européenne Et Internationale*, 1, 40.
- Huyghe, F.-B. (2008). *Anthologie De Textes Sur L'influence*. Mars.
- Julien, A. A., & Ouasmine, M. A. (S. D.). *La Question Migratoire Au Prisme De La Diplomatie Publique. Avec Une Etude De Cas Sur Le Maroc-Espagne*.
- Kemache, F. (2022). *Les Puissances Globales A L'assaut Du Monde*. Diploéco Éditions.
- Le Maroc Devient Le Principal Client Gazier De L'Espagne, H24info. (S. D.). Consulté 30 Novembre 2025, A L'adresse <https://H24info.Ma/Economie/Le-Maroc-Devient-Le-Principal-Client-Gazier-De-Lespagne/>
- L'initiative Royale Pour L'Afrique Atlantique : Enjeux, Facteurs-Clé De Succès Et Feuille De Route Pour Le Maroc. (2024). *Institut Royal Des Etudes Stratégiques*.
- Lugan, B. (2025). *Histoire Du Maroc*. Editions Ellipses.
- Lyammouri, R., & Ammari, F. (2025). *Sahara Marocain : L'appui Américain Renouvelé Et Ses Implications Régionales*. Policy.
- Maaini, A. (2025a). *Relations Internationales Et Diplomatie Au Maroc, Quelles Actualités En 2025*.
- Mostafa, E.-K., & Anouar, A. (2023). Les Effets De La Guerre Russo-Ukrainienne Sur Le Mouvement Des Firmes Multinationales Au Maroc : Une Nouvelle Opportunité Géoéconomique Et Géopolitique. *International Journal Of Accounting Finance Auditing Management And Economics*, 4(5-1), 249-266.

- Nivet, B. (2013). La Puissance Ou L'influence ? Un Détour Par L'expérience Européenne. *Revue Internationale Et Stratégique*, 1, 83-92.
- Produits Energétiques : Les Principales Sources D'importation Du Maroc. (S. D.). Consulté 30 Novembre 2025, A L'adresse <https://fr.hespress.com/328296-produits-energetiques-les-principales-sources-dimportation-du-maroc.html?print>
- Publications | Office Des Changes. (S. D.). Consulté 28 Novembre 2025, A L'adresse <https://www.oc.gov.ma/fr/publications#wow-book/>
- Régragui, I. (2013). La Diplomatie Publique Marocaine : Une Stratégie De Marque Religieuse ? *La Diplomatie Publique Marocaine*, 1-147.
- Revel, C. (2011). Diplomatie Economique Multilatérale Et Influence. *Géoéconomie*, 1, 59-67.
- Rigar, S. M., & Meite, Y. (2016). Intégration Africaine : Quel Modèle De Coopération Economique Sud-Sud ? Expérience Des Entreprises Marocaines Pionnières En Afrique Subsaharienne. *Reconnexion De L'Afrique A L'économie Mondiale : Défis De La Mondialisation*, 129-150.
- Santander, S. (2021). Régionalisme Dans La Politique Mondiale : Portefeuille De Lecture.
- Tadjine-Dahmoune, R. (2018). Attractivité Et Dynamiques Territoriales : Impact De L'infrastructure Portuaire De Cap Djinet Sur Son Environnement Géoéconomique [Phd Thesis, Université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou].
- Tenzer, N. (2003). Organiser L'influence : Une Stratégie Intellectuelle Pour La France. *Revue Internationale Et Stratégique*, 4, 89-96.
- Terminal Gnl, Extension Du Réseau De Gazoducs : L'appel D'offres Attendu Avant La Fin Du Mois. (S. D.). *Le 360 Français*. Consulté 30 Novembre 2025, A L'adresse https://fr.le360.ma/economie/terminal-gnl-extension-du-reseau-de-gazoducs-lappel-doffres-attendu-avant-la-fin-du-mois_gi5wm6nhabawbpq5ltn22r4r3i/
- Tourisme : Le Maroc A Battu Tous Les Records En 2024. (S. D.). Consulté 29 Novembre 2025, A L'adresse : https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-tourisme-le-maroc-a-battu-tous-les-records-en-2024_226639